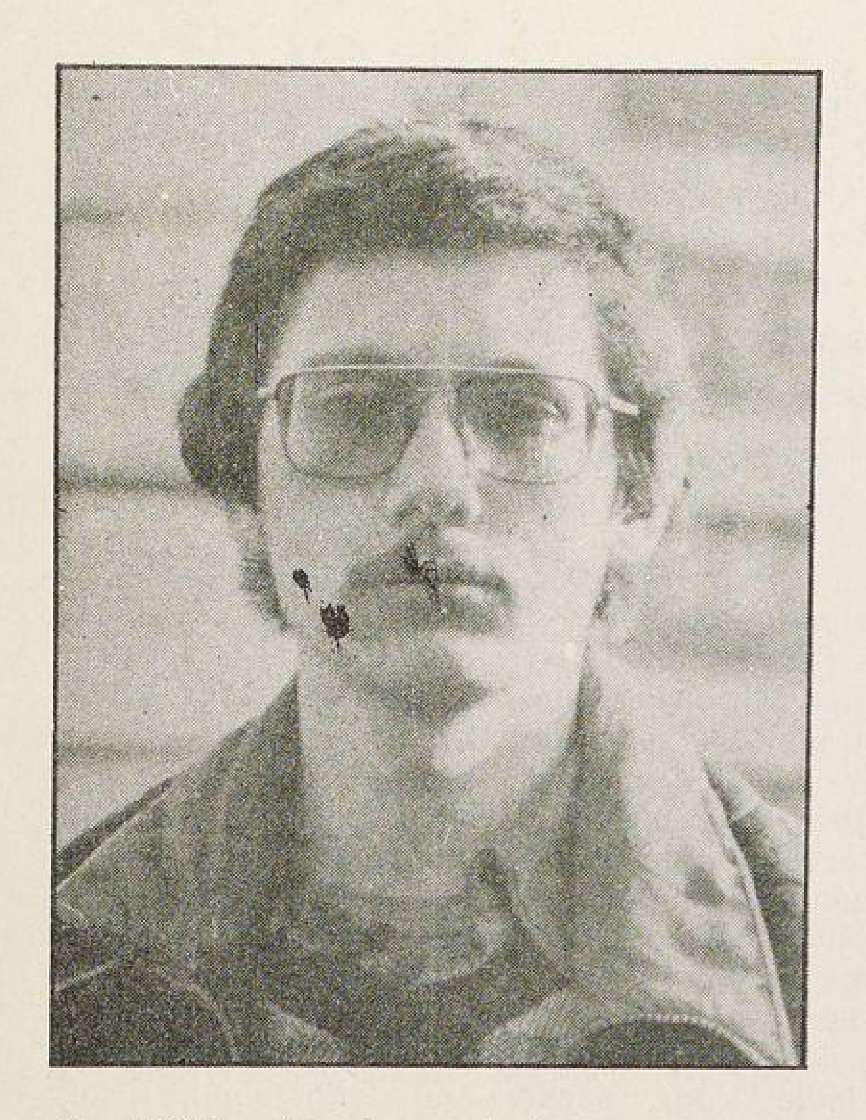
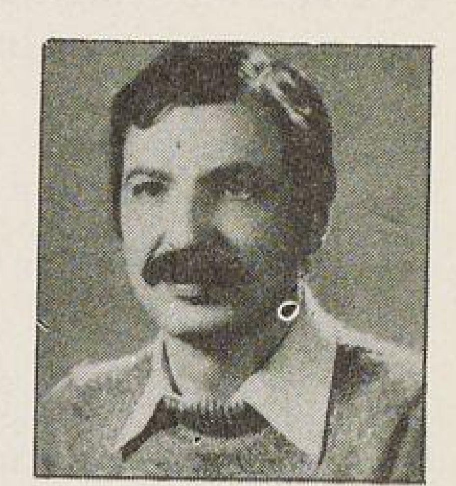


union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne

Ille-et-Vilaine 1ere circonscription

LAFORÊT Jean-Marc

manutentionnaire



Suppléant : MONNIER René
Enseignant

Travailleuses,
Travailleurs,

En Ille-et-Vilaine, nous sommes 20 000 chômeurs dont 10 000 à Rennes. A Rennes, quand 10 jeunes sortent de l'école, 6 ne trouvent pas de travail. Voilà des chiffres que M. Cressard, le député sortant RPR, ne nous dira pas.

Dans le bâtiment, le textile, l'électronique, les patrons restructurent, jetant des milliers d'entre nous à la rue.

Pour les ouvriers, pour les employés, nombreux à Rennes, le travail est de plus en plus pénible, surtout avec le manque criant d'effectifs aux PTT et dans les hôpitaux.

A la campagne, les rares petites usines qui subsistent ferment leurs portes, comme l'usine de granit Bertrant à Sens-de-Bretagne ou Rennelec à Liffré. Dans chaque village, on peut voir des fermes abandonnées ou transformées en résidences secondaires : impitoyable, le capitalisme chasse de leurs terres les paysans les plus pauvres, chasse les travailleurs qui ne lui apportent pas assez de profits. Nous en avons assez du chômage et de l'exode rural : **Nous voulons vivre et travailler au pays !**

Travailleurs, nous ne pouvons compter que sur nos luttes : aux Papeteries de Bretagne, depuis de longs mois, c'est grâce à une lutte résolue et à un important soutien populaire que la fermeture est empêchée.

Agriculteurs, vous aussi vous avez vu le capitalisme à l'œuvre et vous êtes de plus en plus nombreux à vous organiser, entre les coopératives qui vous exploitent en vous volant, comme la CAR qui attaque en justice des éleveurs de porcs, à vous opposer à la taxe de co-responsabilité laitière qui n'a d'autre but que de vous faire disparaître.

Contre le chômage et l'exode, la lutte est possible : imposons le droit de vivre et travailler au pays ! Unissons nos forces contre la crise et ses gestionnaires !

Hervé, candidat du Parti socialiste et maire de Rennes, parle beaucoup de son soutien aux luttes des travailleurs. Mais vous dira-t-il pourquoi les communaux ont manifesté recemment devant la mairie ? Non, car c'est pour dénoncer son intransigeance face à leurs revendications !

Et d'ailleurs, s'il a finalement cédé, il applique les textes nationaux de la façon la plus restrictive possible, c'est-à-dire contre les intérêts des travailleurs. Quelle différence avec une municipalité de droite ?

Le PCF, de son côté, accuse le PS de gérer la crise... mais ne soutient-il pas toutes les décisions du maire ? Il se proclame le parti de la liberté et de la démocratie... mais dans une MJC de Rennes, le directeur, membre du PCF, licencie illégalement une animatrice. *«C'est un licenciement démocratique»*, ose déclarer la municipalité. Mais quelle différence quand on se retrouve à la porte ?!

Non, nous ne voulons plus faire les frais de la crise, nous ne voulons plus que tout soit décidé à notre place, et contre l'intérêt des travailleurs.

La crise frappe tout le pays

— Un million six cent mille chômeurs aujourd'hui, et chaque jour des usines continuent de fermer.

— Nos salaires sont bloqués et les prix montent sans cesse.

— Des centaines de milliers de paysans sont chassés de leur terre.

— Notre droit à la santé et à la sécurité dans le travail se dégrade chaque jour.

— Les libertés politiques sont bafouées : travailleurs en lutte expulsés de leurs usines, militants syndicaux traduits devant les tribunaux, travailleurs immigrés assassinés ou expulsés.

Voilà le bilan de la droite, des Giscard-Barre-Chirac. Ce qu'ils veulent c'est que ça continue, Chirac cherche même à rassembler contre les luttes de demain ce qu'il y a de plus réactionnaire et de conservateur dans ce pays.

Et avec l'Union de la gauche, est-ce que ça peut changer ?

Mais d'abord, est-ce que l'Union de la gauche existe toujours ? Non ! Pendant des années, le PCF et le PS nous ont toujours dit que la solution à nos problèmes passait par le Programme Commun et l'Union de la gauche. Mais depuis plusieurs mois :

— Mitterrand et Rocard ont souhaité publiquement le succès du plan Barre, et ils sont prêts demain à gouverner avec Giscard pour faire payer la crise aux travailleurs.

— Marchais se querelle avec Mitterrand, il l'accuse de virer à droite. Bien sûr ! Mais que veut-il ? Le socialisme ? Non il l'a dit lui-même. S'il se querelle avec le PS, c'est sur le nombre des ministres, sur le nombre de PDG des entreprises nationalisées... Pourquoi ? Parce que ce que veulent les dirigeants du PCF c'est instaurer un capitalisme d'Etat du même type que celui qui sévit déjà dans l'URSS des hôpitaux psychiatriques et de la misère. Non avec la gauche ce serait toujours le capitalisme. Nous ne voulons ni de la gestion de la crise par Giscard-Mitterrand, ni du capitalisme d'État du PCF.

Pour en sortir, que propose l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne ?

Que ce soit un gouvernement de droite ou de gauche après mars 78, c'est par nos luttes et seulement par nos luttes que nous pouvons faire aboutir nos revendications. Ces luttes il faut les préparer dès maintenant, en rassemblant les forces du mouvement populaire, en nous organisant.

Nous le savons, après mars 78, quand nous lutterons, les uns nous accuserons de saboter l'économie, les autres tenteront de dénaturer nos revendications et de dévoyer nos actions au profit de leur projet capitaliste. Nous refusons de servir de masse de manœuvre aux affrontements entre les partis bourgeois de droite et de gauche. Ce qu'il faut c'est nous organiser indépendamment de ces partis, c'est jeter les bases d'un large front, capable de faire aboutir nos revendications.

Ce front permettra d'affirmer notre volonté d'en finir avec le système capitaliste, d'avancer vers le socialisme. C'est le socialisme qui permettra d'assurer le plein emploi, d'éliminer l'exploitation et la misère, qui liquidera tous les rapports colonialistes ou néocolonialistes avec le Tiers-Monde, qui assurera une indépendance véritable du pays vis-à-vis des 2 superspuissances USA et URSS qui menacent la paix en raison de leur rivalité acharnée.

Le socialisme que nous voulons, c'est celui où l'immense majorité, c'est-à-dire la classe ouvrière et avec elle les petits paysans et toutes les masses populaires, assurent réellement le pouvoir, la direction de la société.

C'est pour cela que nous vous appelons à soutenir les candidats de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne. Ces candidats sont soutenus par les communistes fidèles aux marxisme-léninisme et à la pensée Mao Tsé-toung.

Votez pour les candidats de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne

Dans la 1ère circonscription de l'Ille - et - Vilaine

LAFORET Jean - Marc

Agé de 24 ans, manutentionnaire, il est actuellement sans emploi et effectue un stage de formation de magasinier. Confronté à cette réalité du chômage que vivent des milliers de travailleurs et de jeunes dans la circonscription, il a animé un comité de lutte contre le chômage à Maurepas.

Au cours de ces élections, il dénonce tout particulièrement le chômage qui frappe massivement la jeunesse à Rennes.

SUPPLÉANT

RENÉ MONNIER, 30 ans, marié, 2 enfants, professeur d'enseignement technique à Rennes.

Imprimerie IPCC Paris